

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Faut-il-une-ligne-a-tres-haute>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Faut-il une ligne à très haute tension ?**

17 novembre 2005

Faut-il une ligne à très haute tension ?

Le débat public navigue entre choix techniques et positions de fond

Deux cents personnes ont participé mercredi soir au débat organisé à Cesson-Sévigné sur les projets de ligne à très haute tension (THT) et de réacteur nucléaire EPR. Sans compter les militants de Sortir du nucléaire rassemblés devant le Carré-Sévigné. Les deux débats sont liés, mais les inquiétudes qu'ils suscitent diffèrent.

Le choix de construire dans la Manche un réacteur à eau pressurisée (EPR), premier d'une série constituant un nouveau programme nucléaire ravive les clivages sur le nucléaire. Hier soir, dans et hors de la salle, les opposants ont d'ailleurs eu beau jeu de railler le débat sur l'EPR lancé après que les deux chambres ont déjà voté sur la question.

Les élus verts et les militants de Sortir du nucléaire ont tenu deux conférences de presse avant le débat, auquel ils n'ont pas participé. Au-delà du choix technique, ils contestent l'utilité du réacteur, préférant plaider pour les économies d'énergie : « Nous sommes opposés à l'EPR et à la THT parce que nous n'en avons pas besoin », explique Pascale Loget, vice-présidente verte du conseil régional, qui cite une enquête de l'Ademe selon laquelle 20 % de l'électricité pourrait être économisés d'ici 2020. Pour Didier Anger (Sortir du nucléaire), « c'est une décision politique sur laquelle on peut revenir d'ici 2007, il faut que nous réussissions notre rassemblement des 15 et 16 avril ».

« Positions extrêmes »

Dans la salle, un « simple citoyen » en viendra à regretter que « l'on n'ait que les deux positions extrêmes et non le questionnement du citoyen lambda ». Le débat, pourtant équitablement distribué, s'est en effet souvent résumé à l'opposition entre militants écologistes, convaincus de la nocivité du nucléaire, et promoteurs du projet (EDF, RTE, administration) également convaincus de son bien-fondé.

Sur la question de la ligne aérienne à très haute tension, dont le tracé suivrait l'un des trois couloirs balayant l'Ille-et-Vilaine (nord-est jusqu'à la forêt de Rennes) et la Mayenne, l'échange est moins idéologique. Le président de la Commission du débat public a annoncé une expertise technique sur les solutions alternatives. L'hypothèse d'une ligne offshore entre la Normandie et la Bretagne fera l'objet d'un « cahier d'acteurs ».

Celle d'une ligne enterrée a aussi ses partisans : « Le coût de l'enfouissement a énormément baissé,

souligne un membre de l'association Respecter le bocage. Si l'on prenait en compte la maintenance des lignes aériennes, cela favoriserait d'autres solutions et nous n'aurions pas de pertes d'exploitation en cas de tempête comme en 1999. » « La question, ce n'est pas de savoir si l'on construit en aérien ou pas mais de savoir s'il faut construire ou non », estime au contraire un consultant selon qui, dans les années 70, EDF a construit deux fois trop de centrales faute d'avoir bien estimé les besoins.

Une nouvelle réunion prolongera ce débat le 22 novembre à Villedieu-les-Poêles. La Commission du débat public s'est engagée à obtenir de ses interlocuteurs, dans les trois semaines, des réponses à toutes les questions posées par écrit. Avant qu'elle ne soit transmise au gouvernement, la teneur du débat peut être appréciée sur internet (www.debatpublic-THTcotentin-maine.org).